

Ecrit par le 3 avril 2025

Grand Delta Habitat, Standard & Poor's délivre un A+ et un A1

Ainsi que l'analyse Michel Gontard, Président de Grand Delta Habitat, « Pour être socialement solidaire il faut être économiquement efficace ». Pour s'en assurer et y parvenir il a été décidé de procéder, dès 2019, à l'évaluation de l'entreprise par une agence indépendante de notation : Standard & Poor's.

Avec comme objectif de rendre publique les performances et les résultats de la coopérative, ce diagnostic révèle également les potentialités à court et long terme. La mobilisation des ressources de l'entreprise y est étudiée de près afin d'apporter aux partenaires et décideurs une transparence totale. Depuis trois ans, les notes attribuées à Grand Delta Habitat lui permettent de démultiplier ses capacités d'investissement et de moyens pour remplir sa mission d'intérêt général.

Ainsi, le 27 janvier 2022 et pour la troisième année consécutive, la coopérative a reçu les notes de « A+ » pour les choix de ses financements à long terme et « A1 » pour ses emprunts à court terme, lui assurant une perspective stable.

Le rapport publié par l'agence souligne la position concurrentielle forte de la coopérative. Celle-ci résulte de l'attractivité de ses loyers par rapport à la moyenne du marché, avec un taux de vacance de 1% nettement inférieur à la moyenne des autres organismes, un engagement dynamique dans le périmètre géographique historique (Vaucluse et Gard) et un fort développement dans les zones métropolitaines tendues (Aix-Marseille, Nice) là où le loyer moyen y est environ 50% plus élevé.

Les experts s'accordent également sur la sécurité et l'optimisation des ressources sollicitées par la coopérative dans le cadre de sa stratégie de développement. Celle-ci tend vers une production de 2 000 logements supplémentaires d'ici 2025 et la réhabilitation de 400 logements par an. Un engagement qui induira d'importants investissements, autant de perspectives positives pour l'emploi et l'activité du territoire méridional.

MH

La situation financière de la région confortée

Ecrit par le 3 avril 2025

par la notation de Fitch ratings



L'agence de notation financière américaine [Fitch ratings](#) vient de confirmer la notation financière de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette dernière a attribué la note de 'AA-' avec une perspective 'stable'

« Depuis maintenant 2 ans, le cabinet Fitch Ratings maintient la notation AA- attribuée à la Région Sud, se félicite Renaud Muselier, président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cette notation vient conforter la stratégie de gestion financière que nous appliquons depuis 2016 et récompense notre engagement à assainir les finances d'une collectivité qui était, à notre arrivée, l'une des plus endettées de France. »

« La région Provence-Alpes-Côte d'Azur bénéficie de sources de recettes stables avec de solides perspectives de croissance à long terme, constate notamment Fitch Ratings. Les recettes de gestion sont principalement constituées de recettes fiscales prévisibles et dynamiques (80% de ses recettes de gestion en 2020) et de transferts de l'Etat (AA/Négative) avec un faible risque de contrepartie (18%). »

Ecrit par le 3 avril 2025

Contrôle strict des dépenses et relance du territoire

« Cette bonne gestion nous permet d’engager toutes nos forces dans la relance de notre territoire, poursuit pour sa part Renaud Muselier. En investissant dans des projets d’avenir, en renforçant nos engagements en matière de transition énergétique, en accompagnant les acteurs économiques et les secteurs qui créeront l’emploi de demain, cette solidité financière nous permet aujourd’hui, d’agir concrètement pour le bien-être des habitants de Provence-Alpes-Côte d’Azur. »

« La région Provence-Alpes-Côte d’Azur exerce un contrôle strict sur ses dépenses, confirme l’agence de notation anglo-saxonne. Sur la période 2015-2020 les dépenses de gestion ont augmenté de 1,4% par an en moyenne malgré les effets de la pandémie en 2020, contre 1,7% pour les recettes de gestion. Les dépenses de la région sont principalement non-cycliques et peu susceptibles de croître en cas de ralentissement économique (investissements prévus de longue date, transports, lycées). En 2020, dans le contexte exceptionnel de la pandémie, la région a choisi d’accroître ses dépenses pour soutenir l’emploi local, le secteur privé et les opérateurs de transport. Cela a toutefois été partiellement compensé par la baisse d’autres dépenses. »

L.G.